



RUSSIE 2012 : LA DIFFICILE INCARNATION POLITIQUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Françoise Daucé*

Dans le sillage des élections contestées du 4 décembre 2011, les observateurs ont généralement évoqué un « réveil de la société civile russe »¹. Cette notion de réveil montre leur surprise face aux manifestations massives dans les rues de la capitale. Elle suppose aussi au préalable une apathie ou un long sommeil de cette même société². Or, l'étude des mobilisations formelles et informelles³ en Russie depuis de nombreuses années a permis de montrer toute la vitalité de la société russe. En dépit d'une législation de plus en plus contraignante, le nombre des associations (organisations sociales) a augmenté en Russie et les cas de mobilisations locales et informelles ont été de plus en plus nombreux. D'une certaine façon, cette vitalité est depuis longtemps prise en compte par l'Etat russe lui-même. L'une des premières

¹ La presse française salue « le réveil de la société civile ». *Le Nouvel Observateur*, 26 décembre 2011.

² Notamment théorisé par Vladimir Shlapentokh. « Russian Patience : a Reasonable Behavior and a Social Strategy ». *European Journal of Sociology*, n°36, novembre 1995. Pp. 247-280.

³ Karine Clément, Ol'ga Mirâsova, Andrej Demidov. *Ot obyvatelej k aktivistam. Zarozdaûsciesâ social'nye dvizeniâ v sovremennoj Rossii* (De l'homme désengagé au militant. Les mouvements sociaux naissants dans la Russie contemporaine). Moscou : Tri Kvadrata, 2010. 688 p.

mesures de Vladimir Poutine en arrivant au pouvoir a été d'organiser, dès 2001, un Forum civique pour renouer le dialogue avec les mouvements associatifs et notamment les associations de défense des droits de l'homme. Ce souci de la société civile s'est manifesté tout au long des années 2000 et s'est même renforcé après les révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine et les mobilisations contre la monétisation des avantages sociaux en janvier 2005. L'action gouvernementale a été très déterminée pour tenter de renforcer les soutiens associatifs du régime. Le pouvoir a créé de nombreuses organisations destinées à contrebalancer les associations indépendantes. Il a aussi mis en place de nouvelles institutions chargées de canaliser et d'encadrer la société civile comme la Chambre sociale⁴ au niveau fédéral et dans les régions. Cette politique publique d'administration de la société civile a témoigné, d'une certaine façon, du souci du pouvoir face aux initiatives civiles.

Dans ce contexte, pourquoi le sens commun a-t-il conclu à la passivité de la société russe ? Le sentiment d'impuissance et d'apathie sociale est probablement à penser en lien avec la distanciation du rapport au politique en Russie. Depuis le début des années 1990, les militants qui s'engagent formellement ou informellement dans une association ou une initiative collective pour défendre une cause commune ne s'inscrivent généralement pas dans les formes attendues par les théories de la participation politique. Leur engagement civil ne s'accompagne pas d'un engagement politique. Cette distanciation est le résultat d'une certaine méfiance à l'égard des partis, des élections, de la représentation parlementaire... Les activistes préfèrent ne

⁴ Créée en 2006, la Chambre sociale est composée de représentants nommés par le Président puis cooptés en cascade : le Président nomme 42 membres, qui, à leur tour, choisissent 42 représentants d'associations nationales. Ces 84 membres réunis désignent 42 membres d'associations régionales et locales. La Chambre est partiellement renouvelée tous les trois ans.

pas s'engager eux-mêmes au sein de partis, généralement considérés comme des cadres idéologiques trop rigides pour incarner la diversité des aspirations civiles⁵. L'engagement partisan est souvent vu comme un facteur de désunion entre les militants. Beaucoup d'associations, notamment dans le domaine de la défense des droits de l'homme, peuvent nouer éventuellement des liens avec les représentants des partis qui leur sont proches mais participent rarement directement au combat électoral. Cette distanciation est aussi la conséquence directe de la politique gouvernementale de contrôle et de restriction de l'espace partisan. Depuis 2000, le pouvoir politique a tout mis en œuvre pour accentuer le fossé entre la société civile et les partis politiques, dénonçant toutes les formes de coopération entre partis et associations⁶. Sous la pression de l'administration, les dix dernières années ont été marquées par une diminution radicale du nombre de partis. Le durcissement des règles d'enregistrement des formations politiques et les barrières à l'entrée dans la compétition électorale (paiement de cautions, recueil de signatures...) ont éliminé de nombreux acteurs de la scène publique. Seuls quelques leaders historiques, généralement connus depuis la perestroïka, sont tolérés. Soupçonnés de collusion avec le pouvoir, ils suscitent généralement la méfiance des acteurs associatifs indépendants.

En 2011, suite aux fraudes qui ont entaché le scrutin législatif du 4 décembre, le sentiment d'un réveil de la société russe s'est nourri de l'espoir d'une politisation des mobilisations sociales. La protestation civile s'est exprimée et a pris forme à l'occasion des élections législatives fédérales. On a cru assister à une « entrée en

⁵ Françoise Daucé. "Activists in the Trap of Anti-Politics. An Exploration of the Powerlessness of Human Rights NGOs in Russia". *Laboratorium*, n°2, 2010

⁶ Françoise Daucé. "Associations et partis en Russie : les (en)jeux de la différenciation ». *Critique Internationale*, 2012 (à paraître).

politique » de la société civile. A travers la dénonciation de la falsification, tous les mouvements, formels et informels, qui militaient pour des revendications limitées chacun de leur côté, ont trouvé à s'unir. Le caractère simultané, public et massif des fraudes a brusquement montré au plus grand nombre les contradictions du pouvoir (en montrant son mépris pour la loi électorale alors qu'il affirme défendre depuis le début des années 2000 « la dictature de la loi »). Il a permis l'organisation de manifestations de grande ampleur, l'élaboration de revendications relatives à l'honnêteté du processus électoral puis l'émergence de slogans hostiles à Vladimir Poutine. De nombreux observateurs ont ainsi vu dans la société civile l'espoir d'un projet d'alternance politique. Qu'en est-il en réalité ?

Tous les observateurs soulignent l'extrême hétérogénéité d'un mouvement qui regroupe des partisans de l'extrême-gauche comme de l'extrême-droite en passant par toutes les nuances du centre, sans compter la masse des manifestants qui, sans affiliation, viennent dire leur mécontentement. Sur l'estrade des meetings moscovites (place Bolotnaïa et avenue Sakharov), on a vu des leaders politiques, sociaux et associatifs d'obédiences très variées prendre successivement le micro. Si la dénonciation des falsifications et du pouvoir en place garantit l'unité des participants, l'élaboration d'un programme politique commun est beaucoup plus compliquée, voire impossible. Les animateurs du mouvement sont des représentants de mondes divers dans leurs sensibilités et leurs façons de faire : les militants associatifs y côtoient des célébrités du monde de la culture, des représentants de partis traditionnels y fréquentent de jeunes radicaux acquis à l'action directe. Ces différentes personnes défendent des formes d'engagement de nature différente. Les militants associatifs sont généralement soucieux de garantir l'unité du mouvement par la mise en place

de processus de délégation de la base vers le sommet. Ils privilégient la représentation des différentes sensibilités. Le Mouvement citoyen (*Graždanskoe dvizhenie*), créé en janvier 2012 pour organiser les mobilisations, est ainsi dirigé par un conseil composé de 10 représentants des mouvements libéraux, 10 représentants de la gauche, 10 représentants de la droite et de 30 représentants des associations⁷. Leur attachement à l'unité du mouvement l'emporte sur leurs divergences politiques. Du côté du monde de la culture, les organisateurs des manifestations se sont réunis autour de la Ligue des électeurs (animée par des artistes et des journalistes comme Leonid Parfenov, Boris Akounine ou Iouri Chevtchuk). La ligue est une union sociale (*obscestvennoe ob'edinenie*) non enregistrée auprès de l'Etat. Comme l'indique son règlement, « La ligue n'a pas d'objectif politique. (...) Les symboles de la ligue sont le ruban blanc, l'anneau blanc et les autres symboles blancs. Le blanc est devenu le symbole de la société civile en Russie. C'est le symbole de la propreté et de l'honnêteté, le symbole de la paix et de l'ouverture au dialogue. La couleur blanche est neutre au sens politique, elle est le résultat du mélange des autres couleurs »⁸. Face à cet apolitisme, les hommes politiques comme Grigorij Iavlinskij, Boris Nemtsov ou Vladimir Ryjkov qui participent au mouvement souhaiteraient proposer une politisation des revendications mais, privés du droit de concourir à l'élection présidentielle par décision administrative, ils ne sont pas en mesure de faire entendre une parole partisane et se contentent de déclarations générales.

Les stratégies des responsables du mouvement sont probablement le résultat d'une prise en compte rationnelle du contexte institutionnel qui empêche l'institutionnalisation des partis d'opposition : le refus de la Commission électorale

⁷ Voir le blog de Iliia Ponomarev : <http://ilya-ponomarev.livejournal.com/456775.html>

⁸ « *Pravila ligi* » (Les règles de la ligue). <http://ligaizbirateley.ru/rules.php> (consulté le 7 février 2012)

centrale d'enregistrer la candidature de Grigori Iavlinsky à l'élection présidentielle illustre à elle seule la fermeture administrative du champ politique. Mais c'est aussi une posture propre à des mouvements militants hétérogènes qui ambitionnent de renouveler les façons de faire de la politique en redonnant une place aux valeurs et aux personnes. D'une certaine façon, et toute proportion gardée, le mouvement de contestation actuel en Russie se rapproche des formes de mobilisations alternatives expérimentées dans d'autres pays et fondées sur une « exaltation de la diversité », un « discours enchanté » sur la société civile, l'idée d'une « immaculée conception » du mouvement organisé « en réseau plutôt qu'en pyramide hiérarchisée »⁹. Dans cette conception, le modèle du parti et de la participation électorale qui suppose de mettre en place des procédures qui divisent comme celles liées à l'élaboration d'un programme cohérent, à la désignation d'un candidat, à une concurrence entre les formations est mal adapté aux attentes. C'est donc la référence au civisme et à la civilité qui constitue le point commun des manifestants. Cette dépolitisation rejoint d'une certaine façon la position du pouvoir qui tolère les mobilisations civiles (en renonçant à les réprimer) mais ne leur offre aucun débouché politique (en refusant d'enregistrer la candidature de G. Iavlinsky par exemple). La notion de société civile permet de concevoir la mobilisation civique sans opposition politique. Cette posture peut être perçue comme un défaut du mouvement, c'est aussi sa force, car, si elle ne permet pas d'envisager une alternance politique rapide, elle peut imposer comme légitimes « si ce n'est des solutions, au moins les problèmes dont il faut débattre »¹⁰.

***Françoise Daucé, maître de conférences à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand -
Centre d'histoire « Espaces et Cultures », en délégation au
Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS – CNRS)**

⁹ Nous reprenons ici les termes d'Eric Agrikoliansky dans son article : « L'altermondialisme en temps de crise. Réflexions sur un déclin annoncé ». *Mouvements*, n°2, 2007. Pp. 33-41.

¹⁰ Ibid.